

“La redd+ pour renforcer les capacités d'adaptation”

Editorial



Synergie adaptation atténuation, quelle pertinence pour le Bassin du Congo ?

Madame Tiani Anne Marie

Coordonnatrice du projet COBAM

Le Bassin du Congo, avec ses 180 à 200 millions d'hectares de forêts correspondant à 30-34 gigatonnes de carbone, est classé second plus grand massif forestier du monde. C'est donc à juste titre qu'il est perçu par la communauté globale sous le prisme de l'atténuation. Cependant, son énorme potentiel pour la REDD+ occulte l'extrême vulnérabilité de ses populations. En effet, les forêts du Bassin du Congo abritent 90 millions de personnes, avec 62% vivant en milieu rural, dont la survie dépend dans une large mesure des biens et des services rendus par ces forêts. En outre, la forêt fournit l'énergie à plus de 80% de ménages, et protège les bassins versants qui fournissent et recyclent de l'eau pour les centrales hydroélectriques.

La déforestation et la dégradation augmentent en même temps que la démographie, réduisant la quantité et la qualité de biens et services disponibles. Parallèlement, il y a augmentation de la consommation du bois énergie, extension des surfaces agricoles et recrudescence de la compétition entre les forêts et d'autres formes d'utilisation des terres (pour l'agriculture, l'exploitation minière, la conservation de la biodiversité, l'infrastructure, etc.).

L'Afrique centrale est particulièrement vulnérable aux perturbations climatiques à cause de la très faible capacité d'adaptation de ses populations. De ce fait, L'adaptation et l'atténuation sont deux stratégies à y mener de front. Tandis que l'atténuation s'attaque aux causes en réduisant la teneur de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, l'adaptation en vise les effets.

Par le passé, l'adaptation et l'atténuation ont longtemps été prises en compte séparément dans les négociations internationales. La complémentarité de ces deux approches est de plus en plus reconnue, en particulier dans les secteurs forestier et agricole. La CNUCC (2009) a donné le ton en prônant la synergie entre l'adaptation et l'atténuation, qui peut réduire les coûts d'opportunité et améliorer l'efficacité du processus de lutte contre les changements climatiques.

De même, les sauvegardes des standards (CCBA) prennent explicitement en compte l'adaptation.

Au niveau national, les préoccupations climatiques sont portées par les ministères en charge de l'environnement. S'il est compréhensible qu'il y ait une répartition des tâches en vue d'aboutir à plus d'efficacité, le cloisonnement observé entre les processus d'adaptation et d'atténuation est de nature à créer une grande confusion, dans la mesure où les deux processus ont pour cible privilégiée les populations locales, désignées à tort ou à raison comme les premiers agents de la déforestation et dégradation d'une part, et constituant la frange la plus vulnérable aux changements climatiques d'autre part.

A cet effet, les projets d'atténuation (REDD+ par exemple) peuvent réduire la pression anthropique sur les forêts et, de ce fait, conserver ou augmenter le stock de carbone et préserver la biodiversité et son habitat. De plus, ils peuvent augmenter les capacités des écosystèmes à fournir des biens et services écologiques qui assureraient la sécurité alimentaire et la diversification des sources de revenus en période de récession. Les projets d'adaptation, quant à eux, peuvent être conçus de manière à préserver ou accroître le stock de carbone. C'est le cas de l'agroforesterie, de la restauration des zones dégradées ou des cacaoyères boisées avec des espèces à usages multiples.

La barrière entre les deux processus n'est donc pas si étanche. Un projet REDD+ peut être plus durable s'il intègre des mesures d'adaptation qui ciblent les besoins immédiats des communautés. Un projet d'adaptation qui contribue à l'atténuation peut bénéficier du financement carbone. Le défi reste de concevoir une gestion forestière qui valorise son triple rôle d'atténuation, d'adaptation et de développement résilient, de manière à concilier les multiples usages de la forêt, y compris la production du carbone, la sécurité alimentaire, énergétique, l'éradication de la pauvreté, la régénération et le recyclage de l'environnement.

Le présent numéro de COBAM News s'articule autour d'argumentaires axés sur la synergie entre adaptation et atténuation. Dans un premier temps, ce numéro met en exergue les *résultats de recherche* sur la synergie entreprise par COBAM à divers niveaux ; et dans un second temps, il présente les *activités* de renforcement de capacités, de recherche ou de communication effectuées au cours de ce trimestre ; suivent des *informations générales* et des *brèves*, qui sont un condensé des événements liés aux changements climatiques et aux forêts dans le Bassin du Congo ; et enfin l'*agenda*, qui annonce les divers rendez-vous à venir.

In vitro : « pleins feux sur les produits COBAM... »

La REDD+ peut-elle renforcer les capacités adaptatives des populations des zones forestières au Cameroun?

Félicien Kengoum



Planter un arbre pour ses fruits, son ombrage, son bois, ses écorces... Le climat, pour moi, mes enfants et mes petits-enfants.

Photo : Olliver Girard

Deux stratégies cristallisent l'attention dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. D'un côté l'atténuation par la réduction de gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère et responsable du réchauffement, et de l'autre l'adaptation, par l'ajustement des systèmes sociaux et écologiques aux impacts des changements climatiques. Dans le secteur forestier, l'atténuation est actuellement dominée par l'effort de réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation (REDD+), avec un 'plus' ajouté pour la conservation et l'accroissement du stock de carbone et gestion durable.

Au départ était la gestion durable des forêts. Elle constituait et continue d'être un objectif majeur que comme le montrent le document de politique forestière de 1993 et la loi de 1994 avec leurs décrets d'application. Un ensemble d'instruments a été constitué à l'occasion de la publication de ces documents. Ce sont notamment les affectations des forêts en domaine permanent et domaine non permanent, l'aménagement forestier, la certification, la décentralisation pour plus d'efficacité et plus d'équité dans la redistribution des opportunités et des bénéfices tirés de la forêt (fiscalité décentralisée, accès des populations à la forêt communautaire et communale), la lutte contre l'exploitation illégale des forêts, etc. Dans ce sens, l'adhésion du Cameroun aux APV, vue comme un acte politique fort, marque la détermination du gouvernement camerounais à passer à un système plus

efficace de gestion de ses forêts caractérisées par un taux de déforestation croissant : de 0,6%, sur la période 1980-1995, à 0,9%, entre 1990 et 2000, puis à 1% entre 2000 et 2005. Le stock de carbone quant à lui décroît, passant de 3,29 gt en 1990 à 2,69 gt en 2010 (FAO 2011). Le taux de dégradation aurait suivi la même courbe.

Cette tendance négative s'explique en partie par l'agriculture itinérante sur brûlis pratiquée par les populations locales, qui est désormais admise comme la première cause de la réduction du couvert forestier. Pourtant, les populations forestières dépendent des forêts pour leur survie au quotidien. Elles y pratiquent la quasi-totalité de leurs activités, en tirent l'essentiel de leurs ressources, notamment les produits forestiers non ligneux (PFNL), et bénéficient des services écosystémiques que leur rendent les forêts. Cette dépendance vis-à-vis de la forêt s'accroît avec les stress et chocs climatiques qui réduisent la disponibilité des ressources, obligeant les populations à solliciter la forêt un peu plus chaque jour, dans un contexte où les besoins de conservation de ces écosystèmes mobilisent l'attention de la communauté internationale et nationale.

Comme le constatent Chia et al. (2013) dans leur récent article publié par *International Journal of Biodiversity and Conservation*, les populations rurales des zones forestières du Cameroun font face à un ensemble de risques induits du changement du

climat, qui met à mal la sécurité alimentaire et la survie des populations rurales, déjà perturbées par de nombreux autres fléaux d'origine structurelle ou politique tels que les épidémies, la mal gouvernance, la corruption ou l'extrême pauvreté. Parmi ces risques, on peut relever le changement dans le rythme et le volume des précipitations, la hausse de température, l'augmentation de la fréquence et de la violence des vents. Le dérèglement des saisons conduit à des incertitudes sur les calendriers agricoles, avec des effets directs sur le rendement agricole, la disponibilité en eau et en énergie. Les populations locales sont d'autant plus vulnérables que la plupart de leurs activités de subsistance sont très sensibles au climat. Elles se trouvent dès lors enfermées dans un cercle vicieux de la réduction du couvert forestier et du changement climatique qui les mènent inexorablement vers l'insécurité alimentaire et la pauvreté généralisée.

Aujourd'hui, en plus de la gestion durable, l'attention se focalise sur la REDD+. Se trouvant à la croisée de chemin de divers intérêts, la REDD+ autorise encore le rêve et cristallise des attentes parfois démesurées. Les différents acteurs en présence, tels que catégorisés par Somorin et ses collègues dans leur article intitulé *REDD+ policy strategy in Cameroon : actors, institutions and governance*, voient dans la REDD+ une nouvelle approche de sécurisation du couvert forestier, de la biodiversité, du capital ligneux et non ligneux, des réservoirs potentiels d'eau, etc. avec en prime des incitations financières, qui devraient conduire à un plus grand engagement en faveur de la gestion durable des forêts.

Au regard de ce qui précède, la question demeure de savoir si la REDD+ peut contribuer à renforcer les capacités d'adaptation des populations des zones forestières au Cameroun, aussi bien d'un point de vue éco-biologique que socio-économique. En effet, alors que l'attention des décideurs politiques reste fortement orientée vers la REDD+, la vulnérabilité des populations des zones forestières au changement climatique demeure une réalité qui fait son chemin. De toute évidence, le besoin de concilier les impératifs de développement socio-économique du pays et de lutte contre le changement climatique par la réduction des émissions passe par la réalisation de choix d'options politiques appropriées et en temps opportun. Ces choix doivent se faire en étroite relation avec la réalité de la vulnérabilité, lequel varie en fonction du contexte et de la capacité de réponse des différentes communautés concernées. En outre, ils ne peuvent être éclairés que par la disponibilité des informations nécessaires aux processus politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Des possibilités d'arrangements institutionnels existent ou sont en cours de construction dans le cadre des différents projets de développement dans le pays. L'opportunité doit être donnée aux nombreux acteurs (étatiques et non étatiques, nationaux et internationaux, collectifs et individuels impliqués dans les processus d'atténuation et d'adaptation) de capitaliser les passerelles qui existent entre les deux processus, par une action concertée.

On observe effectivement que les sauvegardes sociales qui accompagnent la REDD+ ciblent le système humain, et sont centrées sur les problématiques des moyens d'existence, du partage des bénéfices, de la tenure et du droit d'accès, de l'équité et du renforcement des capacités. Ces sauvegardes constituent une passerelle entre le processus REDD+ et l'adaptation dans la mesure où elles sont de nature à accroître les capacités d'adaptation des populations locales face aux perturbations et aux changements climatiques. De même, les projets et initiatives REDD+ ont des capacités matérielles, techniques, financières et institutionnelles qui peuvent servir à la promotion des capacités adaptatives des communautés locales. Les activités de protection et de régénération des forêts, d'agroforesterie ou d'enrichissement des cacaoyères et des jachères en ligneux à usages multiples par les variétés semencières améliorées, la diversification culturelle, les activités alternatives telles que l'apiculture, la culture des champignons sont autant d'activités qui peuvent être inscrites dans le registre de la REDD+, et qui renforcent également la résilience des populations.

Enfin, les projets et initiatives REDD+ sont supposés renforcer les capacités techniques des communautés et ouvrir la voie à un meilleur accès à l'information et une meilleure participation, qui sont gages de l'additionnalité et de la permanence du projet, tout en contribuant à renforcer les capacités adaptatives des populations. Pour y arriver, il faut associer la disponibilité de l'information à une forte volonté politique de mettre en œuvre les mesures choisies.

Pour en savoir plus :

- Chia E. L., Somorin A. O., Sonwa D. J., Tiani A. M., Local vulnerability, forest communities and forest-carbon conservation : Case of southern Cameroon, *dans* International journal of biodiversity and conservation, vol. 5 (8), PP. 498-507, Août 2013.
- Somorin A. O., Visseren-Hamakers I. J., Arts B., Sonwa D. J., Tiani A. M., REDD+ policy strategy in Cameroon: Actors, institutions and governance, *dans* Environ. Sci. Policy (2013)
- Dkamela G., 2011 Le contexte de la REDD+ au Cameroun : Causes, agents, institutions. Papier occasionnel, numéro 57, CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Kengoum D. F., 2011 Les politiques de la REDD+ dans les médias : Le cas du Cameroun. Document de travail N° 57, CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Bele M.Y., Somorin O., Sonwa D.J., Nkem J.N. and Locatelli B., 2011 Politiques sur les forêts et l'adaptation aux changements climatiques au Cameroun. CIFOR, Bogor, Indonésie, MitigAdaptStrategGlob Change 16, 369-385.
- Brown C. P., Nkem N. J., Sonwa D. J., Bele M. Y., 2011 Capacité d'adaptation institutionnelle et réponse au changement climatique dans les forêts du Bassin du Congo au Cameroun. CIFOR, Bogor, Indonésie.

A venir sur le même sujet :

- Kengoum D. F. et Tiani A. M., Politiques d'adaptation et d'atténuation au Cameroun : Pistes pour des synergies. Papier occasionnel, CIFOR, Bogor, (En cours).

What should eastern Cameroon do to deal with climate change?

Alba Saray Pérez Terán



Warding off bad luck, including climate disturbances: Baka pygmies' atoning dance, South Cameroon.

Photo by Marie Claude Simard

“In the 70s, forest was abundant and surrounded the villages, but now resources are becoming scarcer,” say villagers in eastern Cameroon. “We have to walk 5 km to hunt and to collect wild mango [from the forest].”

With changes such as this, along with more erratic rainfall patterns, stronger winds and population growth, the forested area of eastern Cameroon is becoming increasingly vulnerable to the effects of climate change. Yet the area still offers great potential for climate change mitigation. Researchers from CIFOR and SEI, collaborating on COBAM, presented these findings and more in their working paper titled “Current Vulnerability in the Tri-National de la Sangha Landscape, Cameroon”. This study is part of a series in which COBAM researchers analyze current and potential mitigation and adaptation actions in the Congo Basin, to identify as many synergies as possible.

The Tri-National de la Sangha landscape in eastern Cameroon was one of the study sites for the western part of the Basin. The team used participatory methods to identify how the climate had been changing over time, the associated impacts on livelihoods, and the resilience of individuals and communities. A survey elicited responses from 240 households from 4 villages, a cluster of which also participated in focus group discussions.

“Vulnerability is the combination of discrete and/or gradual multiple stresses and livelihood conditions,” the researchers reported. Prolonged or unexpected dry spells and wet seasons, changes in the intensity of rainfall, erratic rainfall patterns, water shortages, strong winds and pest invasion/diseases are some of the climate disturbances that villagers are experiencing. The combination of these effects with competition over land and forest resources and changes in the global economy has

led to increased vulnerability. Agriculture has been expanded in response to population growth and rising market prices, which have led to a shift from subsistence farming to the cultivation of cash crops across larger areas; in particular, cocoa is gaining in importance. A decrease in primary and secondary forest cover, attributable to population growth and timber and mining concessions, is making it more difficult for local people to find non-timber forest products (NTFPs), bushmeat and fish. As all of these are critical for their livelihoods, the shortages are having adverse effects on health, income, food security and general well-being. However, climate-related disturbances affect different groups, natural resources and activities differently. In particular, the elderly and children are the most vulnerable groups, and agriculture is more sensitive than forest and forest-related products.

Helping local populations plan for uncertainty is a key step in improving their adaptive capacity. Key recommendations from the study are to diversify livelihoods, increase villagers' access to resources, inform people about climate change and encourage collaboration among stakeholders. NTFPs offer one way of diversifying livelihoods, through capacity building, cultivation of NTFPs in agroforestry systems, improvement of processing and storage of NTFPs, and development of a commercialization strategy. Another way would be to support apiculture, aquaculture, production of medicinal plants and animal husbandry. If collective action were strengthened, the community as a whole would benefit, especially in the case of community forests, through resource use and benefit sharing norms. In addition, an increase in agricultural yields, achieved through the adoption of improved practices, would boost community well-being while minimizing the threat to forested areas. The working paper also recommends establishing a participatory monitoring and evaluation system that would raise awareness about the negative impacts of deforestation and provide conservation and forest management entities with relevant information.

Although it emphasizes adaptation, the study also calls for more in-depth research on the potential for mitigation in the landscape, to be followed by analysis of potential synergies. The working paper points out the relevance of pilot projects, such as those supported by COBAM, for research, monitoring and building capacity. One such pilot project is in Yokadouma, implemented by ROSE and supported by COBAM and the African Development Bank since 2012.

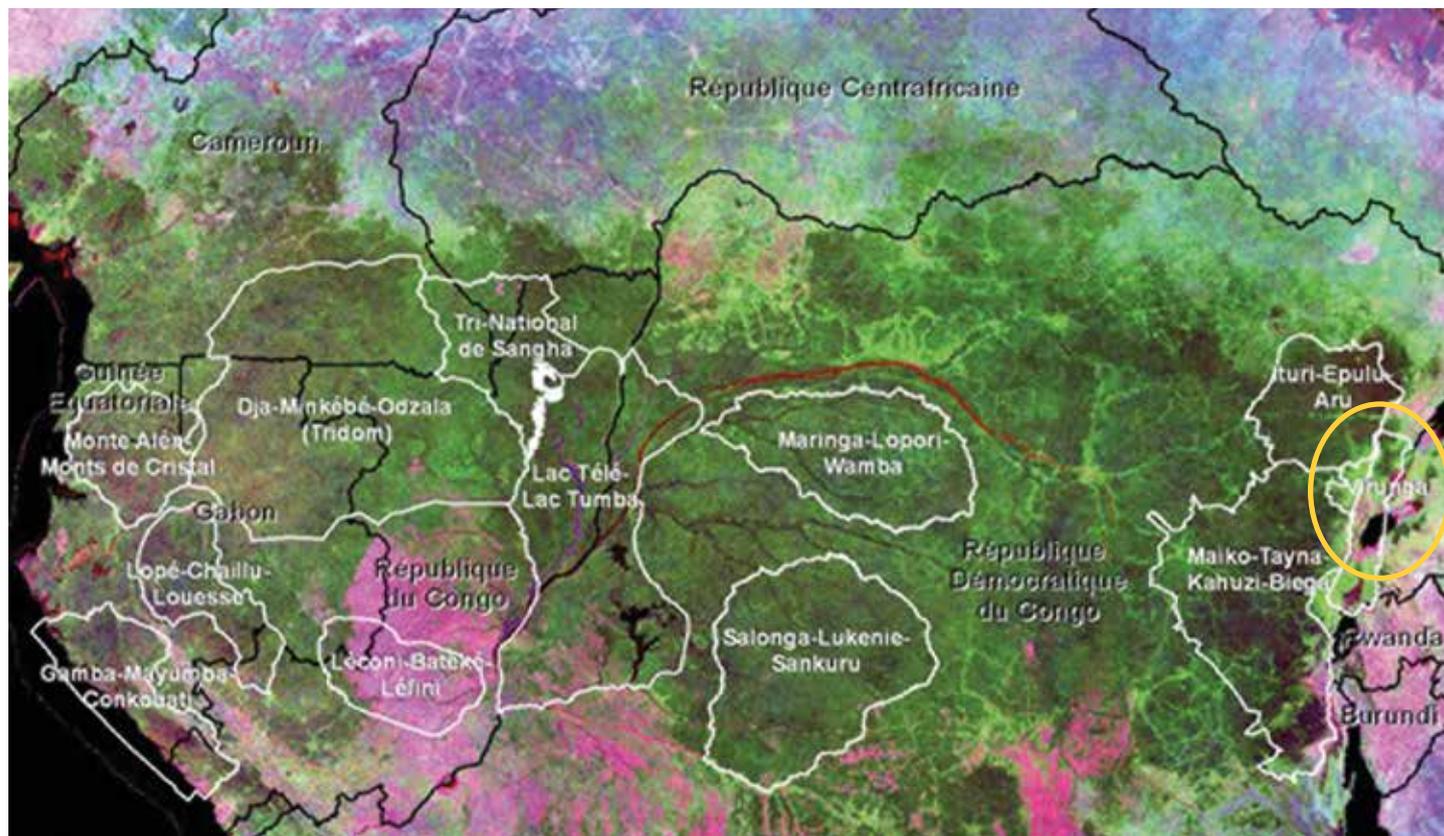
For further information:

Devisscher T, Bharwani S, Tiani AM and Pavageau C. 2013. *Current vulnerability in the Tri-National de la Sangha landscape, Cameroon*. Brief. Bogor, Indonesia: Center for International Forestry Research.

Devisscher T, Bharwani S, Tiani AM, Pavageau C, Kwack NE and Taylor R. 2013. *Current vulnerability in the Tri-National de la Sangha landscape, Cameroon*. Working paper 107. Bogor, Indonesia: Center for International Forestry Research.

In situ: “sur le terrain”

Mieux connaître les paysages du PACEBCo



Les six paysages du Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo (PACEBCo)

Le projet COBAM allie la recherche conventionnelle à la recherche action participative (RAP). Cette dernière est un processus itératif de réflexion et de résolution progressive de problèmes, et dans ce sens, peut être valablement appliquée dans la lutte contre les changements climatiques. Le COBAM a utilisé la RAP par le biais de projets pilotes d'adaptation et d'atténuation en synergie, dans cinq des six paysages de conservation du Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo (PACEBCo). Afin d'amener nos lecteurs à se familiariser avec ces paysages et d'attirer leur attention sur les problématiques climatiques qui affectent ces milieux de conservation, nous nous proposons de faire un exposé succinct d'un paysage dans chaque numéro. Le présent numéro s'arrête sur le paysage du Virunga, où COBAM, en partenariat avec l'ONG ARECO, a initié un projet pilote autour du parc national des Volcans au Rwanda.

du paysage est couvert par les aires protégées parmi lesquelles le parc national des Virunga (772 700 ha) et le parc national des Volcans (16 000 ha), qui sont parmi les aires protégées les plus anciennes en Afrique.

Le régime climatique du paysage est de type bimodal, avec deux saisons des pluies (Septembre-Décembre et Mars-Mai), et deux saisons sèches (Janvier et Juillet). La température moyenne annuelle est comprise entre 20° et 23° C. Le paysage est situé à une altitude de 680- 5 119 mètres.

Le paysage abrite près de 4 millions de personnes, avec une densité moyenne de 200 à 300 habitant/km², qui atteint 600 habitants/km² par endroits. La principale activité est l'agriculture de subsistance et de rente, et dans une moindre mesure l'élevage, la pêche et la petite chasse.

Le paysage des Virunga

Bérenger Tchatchou

Avec une superficie totale de 15155 km², le paysage Virunga, du Nord au Sud, s'étend le long des frontières de la République démocratique du Congo, du Rwanda et de l'Ouganda. 56%

Ressources naturelles et déforestation

Le paysage Virunga est essentiellement constitué des forêts denses et humides. Toutefois, l'on y retrouve la savane et des mosaïques forêts-cultures. La biodiversité est caractérisée par une richesse et un endémisme exceptionnels, avec plus de 210 espèces de mammifères, 706 espèces d'oiseaux, 109 espèces de reptiles, 78 espèces d'amphibiens, 22 espèces de primates et

3 taxons de grands singes dont les gorilles de montagne (*Gorilla beringei beringei*), principal point d'attraction touristique dans la région.

L'agriculture vivrière (maïs, pommes de terres, haricot, sorgho, etc.) et l'agriculture de rente (café, thé, cacao, quinquina, pyrèthre, tabac) et, dans une moindre mesure, l'exploitation incontrôlée des minerais et des forêts sont les principaux moteurs de déforestation et de dégradation des forêts dans ce paysage. La superficie ayant fait l'objet de déforestation pendant la période 2000-2005 est estimée à 136 km², avec un taux annuel de déforestation évalué à 4,14% (Etat des forêts 2008). En 2004, le parc national des Virunga a perdu 1 500 ha de forêt, du fait des pressions exercées par les populations venues du Rwanda.

Histoire marquée par des chocs à répétition

L'histoire du paysage Virunga et du PNV est marquée par une série de chocs qui ont entamé la résilience des populations et compliquent l'implémentation de la REDD+. On peut citer entre autres les conflits et guerres à répétition (voir le profil historique dans l'encadré) ; l'invasion du paysage par les populations fuyant la guerre et par les militaires qui y ont établi des bases et des camps, conduisant à l'instabilité sociale et à l'insécurité dans le paysage et ses environs ; l'exploitation minière illégale dans les aires protégées ; l'exploitation informelle du bois et du charbon de bois ; l'insuffisance des dispositifs juridiques et des politiques d'adaptation fiables ; l'insuffisance de moyens humains et financiers pour une meilleure gestion du paysage, encourageant la surexploitation des ressources naturelles ; la faible participation de la population dans la gestion des aires protégées, malgré la politique de décentralisation instaurée et la rétrocession d'une partie des bénéfices de l'écotourisme aux communautés riveraines.

Les perturbations climatiques et leurs conséquences

Les villages situés autour du parc national des Volcans sont confrontés à une série de risques climatiques ayant de graves impacts socio-économiques. Les pluies torrentielles provoquent des inondations et glissements de terrain ; la modification des régimes pluviométriques et les vents violents constituent de véritables fardeaux pour les populations, qui appliquent déjà de mauvaises pratiques culturelles, facteur important de l'érosion des terres.

Contribution du COBAM

Le COBAM, en partenariat avec ARECO, s'est fixé comme objectif global de contribuer à la réduction de la déforestation et de la dégradation du parc national des Volcans (PNV), et à l'adaptation des communautés riveraines à la variabilité climatique. Pour atteindre cet objectif, le projet entend accompagner les acteurs locaux dans la planification et la mise en œuvre des activités qui mettent en synergie l'adaptation et l'atténuation. Ainsi, la restauration des paysages, la prévention de l'érosion des sols, l'amélioration des systèmes anti-érosifs, le renforcement des capacités des populations locales pour une gestion productive et durable des ressources naturelles et la promotion d'activités alternatives génératrices de revenus sont autant d'activités ciblées dans le cadre de ce projet.

Année	Événements majeurs
1959	Révolution
1962	Indépendance (1 ^{ère} république)
1978	2 ^{ème} république
1985	Sécheresse
1990	Guerre pour la révolution
1994	Mort de Habyarimana et Génocide
1996	Retour of the réfugiés
1997	Guerre au Congo
1998	Inondations
1999	Révision du code matrimonial
2000	Conflits suite aux migrations – Maladies du bétail (anthrax) – Sécheresse et inondations
2003	Nouvelle constitution
2004	Réactivation du Gacaca
2006	Épidémies d'Ebola – programme de protection contre le sida
2007	Tremblement de terre – Commission de l'unité nationale et de la reconstruction
2008	Pestes végétales (flétrissement bactérien)
2009	Maladies porcines (Grippe porcine)
2011	Nouveau programme d'éducation – Foudre
2012	Inondations – Foudre

Profil historique dressé par les populations autour du parc national des Volcans, 2012.

Pour plus amples informations:

Kenfack C.E. (2011). The Virunga landscape.
Pavageau C., Tiani A.M., Bele Y. 2012 Analysis of Current Vulnerability and Adaptive Capacity in the Virunga landscape.

Stockholm Environmental Institute Oxford in the field: Projecting future drivers of change

Mònica Coll Besa & Sukaina Bharwani

SEI Oxford and CIFOR CARO have been collaborating, in the frame of COBAM, on efforts to uncover potential future drivers of change, which could support the understanding of the impacts and potential reactions of local populations towards climate change.

Following a baseline vulnerability assessment in 2011 and household interviews in 2012, SEI Oxford conducted fieldwork in two villages in eastern Cameroon from 22 April to 14 May this year, with the support of CIFOR. The researchers, working with local partner ROSE (Réseau des ONGs locales du Sud-Est Cameroun), employed Knowledge Elicitation Tools (KnETs) in several villages, including Mang and Djalobekoue. KnETs use a simple, participatory process to elucidate decision-making behavior and reveal "tacit" knowledge. The aim is to uncover potential future drivers of change (not only



Slash-and-burn agriculture in Yokadouma, Cameroon (left). A researcher from SEI interviews villagers in Yokadouma (right).

Photos by SEI

climate) through the use of scenarios that include adaptation and mitigation strategies, among others. A machine learning algorithm is then used to represent, verify and validate respondents' answers in a structured and systematic way.

The use of KnETs makes it possible to assess how informants view their constraints and options in decision making. Each decision-making framework is unique as it is based on cultural criteria which are important to understand. In this case, the decision-making framework was studied through the formulation of various potential future drivers of change that could shape future vulnerability. The methods were tested in Mang, one of the villages in the project area, and validated in Djalobekwe.

The field trip reinforced the good working relationship established with the CIFOR team in Yaoundé and local partner ROSE, based in Yokadouma, which provided strategic and logistic support during the fieldwork.

Les chercheurs de COBAM à Lolodorf (Cameroun) pour tester les techniques de mesure du carbone forestier

Richard Sufo Kankeu

L'équipe de recherche du COBAM a effectué une sortie de terrain du 17 au 18 mai 2013 à Lolodorf dans le Région du Sud, pour tester les outils conçus pour mesurer le stock carbone forestier. Cette excursion avait pour objectif de renforcer les capacités techniques de l'équipe en Mesure, notification et vérification (MNV), à travers l'apprentissage de la mise en place de placettes permanentes et les mesures des différents pools de carbone. Les mesures ont été effectuées sur les arbres, avec un accent particulier sur la litière, les herbacés et les échantillons de sol.

En effet, la MNV se présente comme étant un système crédible, transparent et fiable de suivi des changements induits par les



Richard Sufo Kankeu explique les techniques de mesure du carbone forestier.

Photo: Alba Saray Pérez Terán

projets REDD+, notamment en ce qui concerne les émissions de carbone forestier. Les Accords de Cancún de 2010 en font l'un des éléments déterminants d'une mise en œuvre réussie de tout mécanisme REDD+.

Dans l'optique de tester l'efficacité des approches de mesure de la biomasse contenue dans les végétaux et dans le sol en vue de sélectionner la plus performante, l'équipe a installé des placettes, les unes carrées et les autres en cercles concentriques. Cette expérience a montré que les placettes en cercles concentriques sont les plus appropriées en forêt dense dans la mesure où le temps nécessaire à leur mise en place et la main d'œuvre sont plus limités. Cette nouvelle connaissance permettra de minimiser les coûts de la MNV dans les projets pilotes.

La prochaine étape est le reportage, qui consiste à communiquer officiellement les résultats à travers les personnes compétentes, et ensuite à les faire vérifier régulièrement par des tiers.

L'équipe COBAM a acquis de nouvelles connaissances lors de cette expédition. Ainsi, munie des expériences, des techniques, des outils et des méthodes de mesure du carbone forestier, elle entend mettre ses acquis en pratique sur les sites des projets pilotes, afin de construire un MNV robuste, à des coûts raisonnables et compatibles avec les standards choisis.

Les gestionnaires de projets pilotes COBAM formés à la méthodologie de collecte de données sur le terrain.

Louis Bernard Cheteu

Du 24 au 25 mai 2013, un atelier méthodologique a été organisé au siège du CIFOR Bureau Afrique centrale à Yaoundé au Cameroun, en marge du congrès sur la gestion durable des forêts d'Afrique centrale organisé par le CIFOR deux jours auparavant. Cet atelier organisé par le COBAM avait pour objectif de fournir aux gestionnaires des projets les informations nécessaires sur les approches, les méthodes et les



Les gestionnaires des projets pilotes en formation.

Photo: Merline Touko

outils de recherche qui seront appliqués dans les sites, afin de les préparer à jouer pleinement leur rôle d'accompagnement de la recherche pour les projets pilotes dont ils ont la charge.

La dizaine de participants venue de quatre pays du Bassin du Congo (Cameroun, Guinée équatoriale, RDC et Rwanda) ont eu le plaisir de la présence de deux personnes ressources, anciens chercheurs du CIFOR. Il s'agit du Dr Carol Pierce Colfer, enseignante à Cornell Institute for *International Food, Agriculture and Development* à New York et du Dr Edmond Dounias, chercheur à l'IRD en France. Tous les deux n'ont pas ménagé leurs efforts pour partager avec les participants les leçons tirées de leurs longues expériences de recherche en Afrique centrale.



Photo de famille des gestionnaires de projets pilotes.

Photo : Merline Touko

L'évaluation de la conformité des propositions de projets pilotes aux exigences du standard Plan Vivo, la revue des études requises pour établir l'état de référence des projets pilotes notamment sur les aspects politiques, institutionnels, socioéconomiques et biophysiques, les approches et outils à utiliser pour ces études ainsi que les indicateurs de suivi de la mise en œuvre et du reportage des dits projets étaient inscrits à l'ordre du jour. Les facilitateurs de l'atelier ont également

longuement abordés les méthodes de recherche sur le terrain, le rôle du CIFOR et la contribution attendue des ONGs partenaires.

Les exposés ont réitéré la nécessité d'adopter une approche participative pour engager les communautés dans l'ensemble du processus de mise en œuvre des projets, depuis la caractérisation du contexte des sites, la délimitation de la zone du projet, la définition des actions de lutte contre la déforestation et la dégradation, jusqu'à la mesure et le suivi des stocks de carbone. L'accent a également été mis sur l'importance de prendre en compte la vulnérabilité des populations lors de la conception et de la mise en œuvre des activités d'atténuation, de manière à ce que ces dernières puissent être de nature à renforcer les capacités d'adaptation de ces populations. Dans le même ordre d'idée, les activités d'adaptation sélectionnées doivent aussi contribuer à protéger ou à renforcer le stock de carbone existant, de sorte que le projet tout entier contribue à la gestion durable des forêts tout en gagnant en légitimité.

En marge de l'atelier proprement dit, les gestionnaires de projets pilotes COBAM ont participé à l'enregistrement de l'émission radio « Au rythme des saisons » dans les studios de production de la maison de la radio CRTV. L'occasion leur a été donnée de partager avec le public leur vécu des perturbations climatiques et les actions que leurs structures mènent pour y pallier.

A la fin des deux jours de travaux, les porteurs de projets se sont dits prêts pour la phase de mise en œuvre de leurs projets en conformité avec les standards choisis. Ils ont affirmé désormais maîtriser les approches de collecte des données qui seront appliquées sur le terrain, et ont promis de tout mettre en œuvre pour un accompagnement et un suivi des activités de recherche qui seront bientôt lancées dans leurs sites respectifs.

Interview: Carol Colfer revisits research in Central Africa



Dr Carol Colfer is a Senior Research Associate with the Center for International Forestry research and one of the pioneers in CIFOR's research in forest management in Central Africa. She is also one of the lead persons in CIFOR's vision of Adaptive Collaborative Management (ACM) in resource exploitation and conservation. She had a brief chat with the COBAM news.

Dr Carol Colfer

COBAM News: As one of CIFOR's pioneers in Central Africa, what are some of the striking moments you remember during your involvement in research in forest management in this region?

CC: My early experiences in Central Africa as a researcher in forests management are diverse. First, I discovered a huge resource of local knowledge in forest management which was not being tapped by existing and dominant forest management decision making bodies: the state and logging companies.

Second, I noticed a strong presence and grip of forest management by colonial masters which drifted management towards the traditional top-down management approach. Third, I noticed a high degree of local administrative presence in many local areas...this was interesting and different to what I experienced in other countries in South East Asia. Lastly, it was so interesting to see how local knowledge and capacity was driving community development issues through local civil society organizations.

COBAM News: CIFOR has been involved in Central Africa for the past 20 years, how do you assess CIFOR's research in terms of policy impact in the region?

CC: From what I think and from what I heard during the just ended conference, CIFOR's research in CA has influenced forests policy design and implementation. For the past years the different indicators and criteria that CIFOR has put forward has provided support in areas such as forest certification, management of non-timber forests products, forest governance etc.

COBAM News: With emerging issues like climate change impacts on forest and forest communities and REDD+, do you think or expect a paradigm shift in forest research and management in Central Africa?

CC: Actually, I expect a shift in management ideas, but practically I don't know the direction in which the shift needs to take. However, flexible and iterative management methods such as the Adaptive Collaborative Management (ACM) fit such situations. The ACM has a philosophy of learning, change and adaptation.

COBAM News: As one of the pioneers of ACM in CIFOR, do you think the role of ACM has influenced forest management? How can ACM fit into the context of managing forests for climate change adaptation and REDD+?

CC: Yes of course, ACM has been relevant and has contributed to the design and implementation of different forest management practices. For climate change, I think ACM is relevant as well. This is because climate change impacts are different across locations, communities and groups, this implies that tailored adaptation options are required for specific areas and groups of people and only communities themselves are able to tell the story better and provide the information and knowledge on climate change impacts and possible adaptation options. For REDD+, different groups relate with the forests differently and for their interest to be taken into consideration, their participation in the REDD+ process has to be considered. It is exciting to see that the COBAM project is looking at opportunities to borrow the ideas of ACM, especially dealing with an adaptation and REDD+ issue at the same time.

COBAM News: How do you relate the short term financial exigencies of funders and the effective implementation of ACM?

CC: This is really an important issue and a challenge for ACM. ACM requires a long time frame with at least a double project cycle and very limited donors are able to support this type of process. It is a challenge that needs to be handled.

Propos recueillis par Eugene CHIA

In libro : « COBAM communique »

Au rythme des saisons, une plateforme radiophonique de débats sur les changements climatiques

Merline Touko



A l'enregistrement de l'émission radio « Au rythme des saisons ».

Photo : Merline Touko

Au Rythme des saisons est une émission-débat radiophonique, réalisée mensuellement par le COBAM et diffusée sur les antennes de la station radiophonique nationale CRTV

(*Cameroon radio and télévision*). Ce programme est progressivement repris par Radio-Environnement de l'IUCN et ses partenaires, et par diverses autres radios à envergure locale

dans le Bassin du Congo. Les panélistes, experts dans leurs domaines respectifs, sont choisis en fonction du thème abordé. L'occasion est ainsi donnée aux décideurs, aux représentants des communautés locales et autres parties prenantes, de participer aux débats sur les questions de changement climatique et de gestion durable des forêts du Bassin du Congo.

Changements climatiques : Mythe ou réalité ?

Pour sa première et deuxième édition, *Au rythme des saisons* nous entraîne dans un débat passionné autour d'une problématique captivante, celle des interrogations et doutes quant à la réalité des changements climatiques. De nombreuses actions et politiques d'adaptation et d'atténuation sont basées sur le postulat selon lequel le climat est en train de changer. Mais, le changement climatique dont on parle, est-il un mythe ou une réalité ? N'exagère-t-on pas l'ampleur du changement climatique dans des buts inavoués ?

La réalité des changements climatiques décortiquée

La réalité du changement climatique a été démontrée au cours d'une discussion fort animée entre les panélistes, entrecoupée par des reportages et Vox Pop, ciblant les habitants de Yaoundé et de ses périphéries, le tout, présenté et modéré par le journaliste émérite Alain Belibi.

Les effets du changement climatique sont visibles et imprévisibles, comme l'affirme Monsieur Abe ainsi que les personnes interviewées dans la rubrique *le point des auditeurs*. Tous constatent les perturbations du cycle météorologique, qui font qu'il est aujourd'hui difficile de déterminer le début et la fin des différentes saisons. Les pluies tombent intempestivement et à contre saison comme il est indiqué dans le reportage, les températures sont en hausse, et cela entraîne une baisse drastique du rendement agricole et de grandes pertes post-récoltes, mettant ainsi à mal la sécurité alimentaire.

Quelle en est la cause ?

Selon les panélistes, la principale cause des perturbations climatiques est l'émission des gaz à effet de serre dont l'homme est responsable. Il est établi qu'un cinquième du gaz à effet de serre provient de la déforestation et de la dégradation des forêts, qui devient de ce fait un enjeu global. *La chronique* retrace l'histoire de la lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale, phénomène qui interpelle nos modes de vie et notre relation avec la nature. Elle présente également la REDD+, comme un mécanisme multifonctionnel qui valide les options de gestion durable déjà prises par les pays de la sous-région, tout en leur permettant d'obtenir des contreparties financières en relation avec les efforts consentis dans la lutte contre le changement climatique.

Que retient-on ?

Les changements climatiques sont déjà là. Les perturbations climatiques sont le résultat de l'augmentation du taux de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, liée aux activités humaines en général, la course à l'industrialisation en particulier. Elles ont déjà des impacts importants dans la vie des populations rurales, dont les activités dépendent grandement du climat.

La communauté internationale et les Etats en sont conscients et sont en train de développer chacun à son niveau, des mécanismes pour inverser les tendances. De nombreux secteurs de l'économie nationale sont concernés par ce fléau, raison de plus pour mener des actions concertées.

Les panélistes recommandent de valoriser la forêt dans son rôle d'atténuation du changement climatique, d'intégrer la recherche sur le climat dans le processus décisionnel, et de rendre fonctionnel l'Observatoire national sur les changements climatiques. Un intervenant fait comprendre qu'il faudrait utiliser les retombées de la REDD+ pour promouvoir une agriculture résiliente au stress climatique et une stratégie énergétique efficace.

La gestion durable des forêts devrait rapporter des bénéfices qui pourraient être utilisés dans les actions d'adaptation et d'atténuation. Hormis l'exploitation forestière, d'autres fonctions des forêts devraient également être mieux valorisées comme l'écotourisme.

Invités au débat :

Alain Belibi, journaliste éditorialiste, reçoit les personnes ci-dessous dans les studios de la CRTV :

- Dr Joseph Amougou : Climatologue et Point focal changement climatique
- Dr Anne Marie Tiani : Coordinatrice du projet COBAM
- Dr Denis Sonwa : Chercheur au CIFOR
- Wilfried Pokam : Enseignant de physique à l'Université de Yaoundé I
- Pierre Abé : Paysan

Pour en savoir plus :

Au rythme des saisons. Emission 1. Changement climatique : mythe ou réalité ? (48min 07sec)

Au rythme des saisons. Emission 2. Changement climatique : mythe ou réalité ? (suite) (47min 17sec)

La conférence sur la gestion durable des forêts en Afrique centrale : une mobilisation exceptionnelle

Merline Touko



Discours d'ouverture de la conférence par le Ministre de la Forêt et de la Faune, Son Excellence Ngole Philip Ngwese.

Photo : Olliver Girard

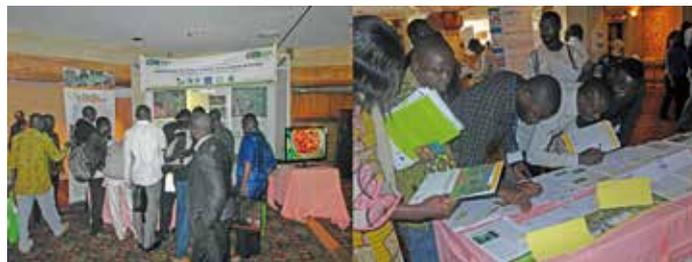
Gestion durable des forêts en Afrique centrale : Hier ; Aujourd'hui et Demain. C'est le thème retenu pour la conférence organisée par le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR) les 22 et 23 mai 2013, à l'Hôtel Hilton de Yaoundé au Cameroun. La mobilisation du personnel, des partenaires et des différents responsables de projets était à la hauteur de l'ambition générale, celle de créer un cadre idoine pour abriter les discussions, mais aussi, celle de célébrer, grâce à un programme bien étoffé, les 20 ans d'existence du CIFOR.

L'objectif de ce forum était de donner l'opportunité aux principaux acteurs du secteur forestier de la région, y compris aux décideurs, bailleurs de fonds, médias, universitaires, chercheurs et experts, de discuter des enjeux et défis de la gestion des forêts d'Afrique centrale. L'idée était de permettre aux participants de profiter des leçons acquises durant une vingtaine d'années de recherche pour une meilleure valorisation des nombreuses ressources dont regorgent les forêts de la sous-région et pour une gestion de la biodiversité plus orientée vers la satisfaction des besoins vitaux des populations.

Les participants ont déterminé conjointement les enseignements les plus importants pouvant être tirés du passé, les thèmes de recherche les plus cruciaux et les démarches politiques les plus stratégiques pour la gestion durable des ressources forestières de la région, d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Ne reste plus qu'à mettre en œuvre les recommandations issues de cette conférence internationale pour le bien de la préservation des forêts d'Afrique centrale et pour le bien-être des populations du Bassin du Congo.

Le projet COBAM s'est mobilisé pour la réussite de cet événement. Sa présence a été remarquée lors de l'atelier de formation des journalistes (media training), organisée en marge de la conférence, le 21 mai 2013 au bureau régional du CIFOR à Nkolbisson. Devant une vingtaine de journalistes venus de divers pays de la sous-région (Cameroun, République centrafricaine, Gabon, RDC et Rwanda), la coordonnatrice du projet COBAM, dans son exposé sur *l'adaptation et l'atténuation du changement climatique avec les forêts du Bassin du Congo*, a tenu à expliquer aux communicateurs les concepts d'adaptation et d'atténuation, et à relever les liens entre eux d'une part, et avec les forêts d'autre part. Elle a présenté le projet COBAM comme un exemple mettant en synergie l'adaptation et l'atténuation du changement climatique dans le Bassin du Congo, dont l'objectif est de « *développer une réponse appropriée à la vulnérabilité liée aux changements climatiques dans les paysages du Bassin du Congo* ». Comme elle l'a affirmé, il s'agit pour le projet COBAM, « *de fournir aux acteurs concernés les informations et analyses nécessaires pour initier des politiques et des projets visant à réduire la vulnérabilité des populations aux perturbations et au changement climatique tout en contribuant à la réduction du gaz à effet de serre dans l'atmosphère* ».

Pour marquer cet événement d'une pierre blanche, le COBAM a ouvert un stand interactif visité par une centaine de personnes venues d'horizon divers, parmi lesquels figuraient des chercheurs, autorités administratives, membres de la société civile et étudiants. Ils sont repartis du stand forts de



Stand COBAM à la conférence de CIFOR.

Photo: Merline Touko

plus amples connaissances sur les activités du CIFOR et du COBAM, et heureux d'avoir reçu chacun une clé USB et des sacs contenant les diverses publications du projet.

« *Je suis étudiant à l'université de Dschang ; les documents me permettront de mieux préparer mon mémoire* », déclare Loïc Nzoa.

Certains participants à la conférence n'ont pas hésité, durant les différentes pauses, à s'arrêter à l'entrée du stand pour regarder les documentaires diffusés sur l'écran de télévision.

« *Heureuse de voir que vous partagez avec une large audience les informations recueillies loin au fond des villages de mon pays* », affirme Ngoïe Kaulu Nounou, journaliste de Radio Okapi en RDC. « *J'espère que ces populations avec lesquelles vous travaillez seront à la fin mieux outillées pour faire face au changement climatique* ».

Au lendemain de la clôture de cette assise internationale organisée par le CIFOR portant sur la gestion durable des forêts en Afrique centrale, le COBAM a réuni ses porteurs de projets pilotes pour un atelier méthodologique.

Interview du docteur Richard Eba'a Atyi, « le CIFOR a déjà 20 ans »



Dr Richard Eba'a Atyi

Coordonnateur régional Afrique centrale du CIFOR.

COBAM News : Le CIFOR vient de célébrer son 20^{ème} anniversaire sous le thème « gestion durable des forêts en Afrique centrale : Hier, Aujourd'hui, et Demain ». Quelles sont les principales réalisations du CIFOR en Afrique centrale durant ces 20 dernières années ?

REA : Comme principales réalisations en Afrique centrale, nous pouvons citer entre autres la contribution du CIFOR à l'amélioration de la gestion des concessions forestières, à travers les normes de gestions forestières. Grâce à ces normes, nous avons actuellement en Afrique centrale des plans d'aménagements bien élaborés. Nous avons aussi la certification forestière, qui s'appuie sur des normes qui ont été élaborées avec la contribution du CIFOR.

Sur le plan politique, le CIFOR est le premier centre à avoir élaboré des directives pour la gestion durable des produits

forestiers non ligneux. Il a ensuite été rejoint par des partenaires tels que la FAO (*Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture*) et la COMIFAC (*Commission des forêts d'Afrique centrale*), qui ont adopté ces normes. Rappelons que ces normes sont appliquées par les dix pays de la COMIFAC. A titre d'exemple, le Cameroun et le Gabon ont déjà dans leurs administrations, des directions ou sous-directions qui s'occupent de la gestion des produits forestiers non ligneux. Toujours sur le plan politique, les pays comme la RCA et le RDC ont utilisé les travaux du CIFOR pour élaborer leurs plans nationaux d'adaptation au changement climatique. Arriver à influencer l'organisation des pays est une étape très importante pour le CIFOR.

Comme réalisation sur le plan de la gouvernance, nous pouvons citer l'accord de partenariat volontaire APV de FLEGT (*Forest Law Enforcement, Governance and Trade*). Le CIFOR a travaillé ces dernières années sur le marché domestique du bois et contribué à attirer l'attention de l'Union européenne et des pays de l'Afrique centrale, sur l'importance des marchés domestiques qui ont maintenant une grande place à l'intérieur des APV FLEGT et doivent faire l'objet de suivis par l'administration des pays.

Nous avons aussi des résultats des recherches ponctuelles qui sont intégrés de manière sporadique. Voilà brièvement les grandes réalisations du CIFOR ces dernières années.

COBAM News : Que peut-on retenir globalement de cette conférence ?

REA : La conférence qui s'est déroulée à l'hôtel Hilton de Yaoundé du 22 au 23 mai dernier, a été l'occasion d'instituer un dialogue, entre la prise de décision politique et la recherche, comme le montre la déclaration. Ce dialogue était nécessaire, pour que les décisions politiques soient prises sur la base des résultats des recherches. Réussir à réunir des décideurs politiques, les Ministres, les grandes institutions telles que, la Banque mondiale, la FAO et des chercheurs de renommée nationale et internationale est une grande avancée en matière de gestion forestière en Afrique. Nous espérons que les résultats des recherches et les accords de cette conférence seront bientôt appliqués.

COBAM News : CIFOR CARO est le plus grand bureau régional du CIFOR. A quoi tient sa grandeur ?

REA : Il faut rappeler que le CIFOR n'est pas très grand. De manière générale, nous avons environ 200 personnes travaillant au siège, à Bogor (en Indonésie). Ici au bureau régional d'Afrique centrale, nous comptons 50 personnes et chaque année plus de 50 à 100 stagiaires et consultants. Elles constituent d'une certaine manière la plus grande représentation à l'extérieur du CIFOR dans le monde. Mais je ne pense pas que le potentiel humain soit à l'origine de la renommée du centre. A mon humble avis, les recherches du CIFOR ont contribué à forger la renommée du centre. Dès son installation en Afrique centrale, le CIFOR a été impliqué dans des démarches sous régionales de grande portée. La première

démarche a été celle sur l'élaboration des normes de gestion durable des forêts en Afrique centrale. Ensuite, il y'a eu des recherches sur la gestion des produits forestiers non ligneux et les efforts d'analyse de la gouvernance forestière en Afrique centrale. Les forêts, il faut le dire, jouent un rôle très important dans l'économie. À titre d'exemple, au Gabon qui est un pays pétrolier, le secteur forestier représente le deuxième employeur après l'Etat.

En somme, la réputation du CIFOR, à l'échelle nationale et internationale, découle de l'intérêt conjoint de la communauté internationale et du centre pour les forêts du Bassin du Congo et de l'amélioration des conditions de vie des populations qui en dépendent.

COBAM news : Que signifie CARO qui accompagne généralement le sigle CIFOR et quel est le mandat du bureau régional du CIFOR ?

REA : CARO est un sigle anglais (*Central Africa Regional Office*) qui signifie bureau régional pour l'Afrique centrale. Ce bureau est installé à Yaoundé, mais a pour mandat de conduire toutes les recherches du CIFOR en Afrique centrale.

COBAM News : Quelle est la place de la lutte contre le changement climatique au CIFOR et au CARO ?

REA : De manière générale, la lutte contre le changement climatique est l'une des thématiques les plus importantes du CIFOR. Au niveau de l'Afrique centrale, ce volet comporte d'importants projets, donc le COBAM, qui est financé par la Banque africaine de développement et la CEEAC ; FORAFARMA qui est un projet financé par l'AFD (*Agence française pour le développement*) et le Fonds français pour l'environnement mondial ; GCS (*Global Comparative Study on REDD+*) et bien avant, CoFFCA par exemple, qui portait sur l'adaptation. La moitié au moins des travaux du CIFOR porte sur le changement climatique. La grandeur de ce portefeuille démontre l'importance de la lutte contre le changement climatique en Afrique centrale pour le CIFOR.

COBAM News : Parlons du COBAM : quelles sont ses spécificités, ses défis et ses perspectives ?

REA : Le COBAM essaie de trouver des synergies entre les stratégies d'adaptation et les stratégies d'atténuation au changement climatique dans le Bassin du Congo. A l'échelle mondiale, la communauté internationale sur l'atténuation. Pourtant, les populations de l'Afrique en général sont vulnérables aux effets du changement climatique. Le CIFOR aimerait attirer l'attention sur l'atténuation au niveau international et lier ces deux concepts de lutte contre le changement climatique. La mission du COBAM est d'autant plus grande et importante que le projet comporte un double volet : un volet recherche sur les politiques et sur les pratiques, et un volet développement capable d'influer les politiques de développement grâce aux résultats obtenus sur les sites pilotes.

Propos recueillis par Merline Touko

Le COBAM participe aux journées d'excellence de la recherche scientifique et de l'innovation au Cameroun.

Denis Sonwa

Le CIFOR était présent aux Journées d'excellence de la recherche scientifique et de l'innovation au Cameroun (JERSIC 2013) organisée par le Ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation du Cameroun (MINRESI), du 23 au 25 Juillet 2013 à Yaoundé, sur le thème « La recherche scientifique et technologique face aux catastrophes naturelles au Cameroun : défis et perspectives ». Cette foire, qui en est à sa quatrième édition, marque la volonté politique du gouvernement camerounais de mieux valoriser les résultats de la recherche scientifique. Cette foire est l'occasion pour les chercheurs de présenter leurs récentes innovations au public, ainsi qu'un lieu de rencontre entre les chercheurs et les opérateurs économiques du secteur privé dans l'optique d'impulser des transformations socio-économiques, pour stimuler la croissance et l'emploi.

Ces journées étaient structurées autour des présentations (en plénière et dans les sessions suivies par des ateliers de réflexions), des stands d'expositions et d'une cérémonie pour récompenser les meilleurs chercheurs des structures nationales de recherche.

La présence du CIFOR était relevée par l'animation d'un stand, sous la coordination de Madame Anne Marie Tiani, qui a pu accueillir la Ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation et le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, accompagnés d'une délégation d'une vingtaine de membres, qui ont tous reçu un sac contenant des documents et documentaires du CIFOR.

Un autre grand moment fut la présentation faite par Denis Sonwa, sur le thème « Forêts et adaptation aux changements climatiques au Cameroun : réalités, défis et perspectives à partir des études dans le cadre de COFCCA-COBAM ». Elle a permis de partager avec les participants le cadre logique de la vulnérabilité et de présenter le lien entre les orientations du Cameroun pour l'horizon 2035 et les changements climatiques, le lien entre la forêt et les changements climatiques, quelques informations sur le projet CoFCCA et les orientations du projet COBAM.

La présence du CIFOR à la JERSIC 2013 vient ainsi apporter une contribution à la réflexion nationale sur les catastrophes (dans sa composante changements climatiques) et informer les chercheurs et le grand public sur les travaux de recherche que mène le CIFOR dans la sous-région d'Afrique centrale.

Les journalistes de la sous-région à l'école de la gestion durable des forêts en Afrique centrale.

Merline Touko



Photo de famille des journalistes à la sortie de la formation.

Photo : Merline Touko

Le mardi 21 et le vendredi 24 mai 2013, une vingtaine de journalistes venus de divers pays de la sous-région (Cameroun, République centrafricaine, Gabon, RDC et Rwanda) se sont réunis au bureau régional du CIFOR à Nkolbisson pour renforcer leurs capacités dans la compréhension, l'analyse et le traitement des informations sur « *la gestion durable des forêts en Afrique centrale : hier ; aujourd'hui et demain* », afin d'être mieux préparés pour aborder la conférence internationale axée sur le même thème. Le programme de ce media training, initié en marge des activités organisées pour célébrer les 20 années d'existence du CIFOR, s'articulait autour d'une journée de cours théorique et d'une visite sur le terrain pour la phase pratique.

Le mardi 21 mai, les journalistes ont entre autres eu des informations sur la naissance et l'évolution du CIFOR en Afrique, grâce au discours d'ouverture du Dr Richard Eba'a Atyi, Coordonnateur régional du CIFOR-Afrique centrale. Le Dr Robert Nasi, dans sa présentation, a montré l'importance des forêts tropicales, avant de passer la parole au Dr Anne Marie Tiani pour un bref exposé sur l'adaptation et l'atténuation, et sur le COBAM en tant que projet étudiant les pistes de synergies entre ces deux concepts.

Où en est le mécanisme REDD+ à l'échelle mondiale ? La réponse à cette question est venue du chercheur Abdon Awono. Les journalistes ont également entendu l'analyse de l'impact des investissements chinois en Afrique par le Dr Paolo Cerutti, et les conséquences du commerce illégal de la viande de brousse dans le Bassin du Congo, par Jules Caron du WWF. A la suite des différentes présentations, les journalistes répartis en secteur d'activités (Master classes) ont mis en pratique et consolidé leurs connaissances nouvellement acquises. La première phase du media training s'est achevée par une restitution des résultats des différents groupes ou master classes.

La phase pratique de la formation a eu lieu le vendredi 24 mai 2013 en pleine forêt de Mbendoumou près de Mbalmayo, chef-lieu du département du Nyong-et-So'o, au sud de la capitale Yaoundé. Sous la houlette du Dr Denis Sonwa, chercheur au CIFOR et de Monsieur Akinwandé Babatope, Communicateur régional du CIFOR, les journalistes ont visité la fabrique de charbon de bois du village et ont discuté avec Jean Pierre Beyeke, diplômé en 2009 de l'Ecole normale des instituteurs de l'enseignement général ou ENIEG, actuellement gestionnaire de l'usine de charbon. Cette excursion leur a permis de comprendre les techniques de fabrication du charbon, les conséquences de cette pratique sur la santé des charbonniers (anémies, bronchites, maladies respiratoires, etc.) et de toucher du doigt les réalités de la déforestation dans cette zone.

A la fin de cette formation qui s'inscrivait, comme l'a si bien souligné John Colmey, Directeur de communication du CIFOR, dans le sillage de celles déjà dispensées en Asie et en Amérique latine au bénéfice de 3000 communicateurs sur l'environnement, les nouveaux récipiendaires ont exprimé leur gratitude tout en formulant le souhait de voir cette opportunité se poursuivre dans le futur.

What's new on the COBAM website?

Alba Saray Pérez Terán



New sections on the COBAM website

One of the objectives of COBAM is to build the capacities of a large audience across the Congo Basin and abroad—and what better tool for achieving this ambitious goal than the Internet? After all, the potential of Internet-based communications for having an impact is not to be underestimated. For this reason, since its early days, COBAM has had a website through which to disseminate updates, publications and capacity-building materials.

The COBAM website, now two years old, is being revamped to include the huge number of outputs that have been produced by the project and to provide updates on project progress. Visitors to the website will be able to download publications, review PowerPoint presentations and posters, listen to the radio program online, watch videos from the Congo Basin

and peruse the wonderful pictures from the field. Almost all of the materials are available in English and French, with some additional materials in Spanish and Portuguese. Visitors will also be able to read the blogs from CIFOR and news from the field and from our partners, as well as getting a brief description of the project and its sites. Visitors who register for the mailing list will receive softcopies of the newsletter every three months. Those who wish to know about the people in the project can visit our team section.

The publications section will contain a range of downloadable materials on climate change adaptation and mitigation, including briefs, working papers and manuals. Most of the videos available were recorded in the Democratic Republic of Congo, but more videos will soon be available from other participating countries.

Breves

- Une étude de la Banque mondiale de 2013 (Dynamiques de déforestation dans le bassin du Congo. Réconcilier la croissance économique et la protection de la forêt) effectuée avec la participation de la COMIFAC et des six pays du Bassin du Congo indique que le **Bassin du Congo pourrait doubler sa superficie cultivée** pour alimenter une demande croissante **sans empiéter sur les zones de forêt**. L'étude exhorte les décideurs à orienter les nouvelles activités agricoles principalement vers les terres dégradées et non boisées.
- Le CIFOR a **présenté les résultats de la recherche portant sur la valeur économique du secteur forêt** à l'Hôtel Hilton de Yaoundé le 18 juillet 2013, en présence des hauts cadres du Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun (MINFOF) et de nombreux membres de la société civile et des organismes internationaux œuvrant dans le secteur forestier.
- La **plateforme Globalometree** qui donne accès à une base de données mondiale sur les équations allométriques nécessaires au **calcul des stocks de carbone forestier est désormais fonctionnelle**. Les pays pourront désormais rechercher les équations disponibles en fonction des critères de recherche (zone écologique, pays, espèce...).
- Le partenariat entre AFD et Astrium en Décembre 2009, a permis de mettre à **disposition des pays du Bassin du Congo, des images des satellites SPOT acquises sur la période 2010/2015 et de leur donner accès à toutes les images d'archive SPOT**. Ce programme, coordonné par un consortium mené par IGN France International, s'inscrit dans le cadre du processus de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+).
- Depuis 2009, dans le cadre de la coopération avec le Cameroun, le Gabon, le Congo, la RDC, la RCA et la COMIFAC, le **Gouvernement du Japon et l'Agence japonaise de développement (JICA) ont développé et mis en œuvre une série de projets liés à la préservation des forêts, la mise en œuvre du S&MNV de la REDD+**

et l'appui technique des institutions étatiques et sous régionales. Le coût de ces projets classé comme aide financière non remboursable est évalué à environ 30,76 million \$ US.

- Le 4 mai 2013, les porteurs de projets pilotes du COBAM se sont réunis à la Cameroun Radio and Television (CRTV) pour l'enregistrement d'une émission radio portant sur le changement climatique et les forêts du Bassin du Congo. L'occasion leur a été donnée de partager avec le public leur vécu des perturbations climatiques et les actions que leurs structures mènent pour y pallier.
- En juin 2013, le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO a demandé l'annulation de tous les permis pétroliers dans le parc national de Virunga. Selon un rapport du WWF et une étude sur la *Valeur économique du parc des Virunga* faite par Dalberg Global Development Advisors, la valeur annuelle de l'exploitation des ressources nationales du parc serait de 1,1 milliard USD, et serait menacée par l'exploitation pétrolière qui constitue un risque pour les écosystèmes d'eau douce, la richesse des forêts, la faune et la flore rares des Virunga.

Agenda-Carnet

- Au rythme des saisons : émission mensuelle diffusée tous les premiers mercredis du mois, de 18h05 à 18h55, Radio nationale camerounaise, CRTV, et les jeudis 11h-12h sur UICN-radio environnement. Disponible aussi en ligne sur : <http://cifor.org/cobam/multimedia/radio.html>
- Onzième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CdP11), Windhoek, Namibie, 16-27 septembre 2013.
- 19ème Session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique (CFFA), Windhoek, Namibie, 30 septembre-4 octobre 2013.
- Conférence africaine sur le climat 2013, Tanzanie, 15-18 octobre 2013.

- Journée mondiale de l'alimentation: Systèmes d'alimentation durables pour la sécurité alimentaire et la nutrition, 16 octobre 2013.
- Atelier sur les méthodologies de suivi du couvert forestier et stock de carbone (OFAC), Libreville, Gabon, 18-20 octobre 2013.
- Dialogue sur REDD - l'échange de perspectives, d'expériences et d'idées en rapport avec les principaux éléments nécessaires à la création et la mise en œuvre efficace de la REDD+, Oslo, Norvège, 20-30 octobre 2013.
- 3ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-III), Addis-Abeba, Ethiopie, 21 – 23 octobre 2013.
- 5ème édition du séminaire international sur l'évaluation environnementale en Afrique centrale (SEEAC), Douala-Cameroun, 3-4 novembre.
- Conférence de l'INTERPOL-PNUE sur l'application et la conformité avec les lois environnementales internationales, Nairobi, Kenya, 4-8 novembre 2013.
- Conférence Géospatiale Globale 2013 (AfricaGIS 2013 et GSDI 14), Addis-Abeba, Ethiopie, 4-8 novembre 2013.
- 19ème Session de la Conférence des Parties à la Convention Climat (CCNUCC 19), Varsovie en Pologne, 11-22 novembre 2013.
- Réunion du Comité des Femmes et Développement de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique sur l'agenda post-2015, Addis-Abeba, Ethiopie, 12-13 novembre 2013.
- Forum mondial sur les paysages (CCNUCC - COP 19), Pologne, 16-18 novembre 2013.
- 49ème session du Conseil International du Bois Tropical, Libreville, Gabon, 25-30 novembre 2013.
- 5ème Sommet des Maires des Villes du Groupe de Leadership Climatique (C40), Johannesburg, Afrique du Sud, 4-6 février 2014.
- Conférence de 2014 sur le Genre, l'Eau et le Développement, East London, Eastern Cape, Afrique du Sud, 19-21 février 2014.



COBAM News Team

Dans ce numéro



Anne Marie Tiani

Ecologiste, spécialisée dans le développement des approches participatives et les questions du genre. Elle est la coordonnatrice du projet COBAM.



Alba Saray Pérez Terán,

Environnementaliste, chargée de suivi et évaluation participative pour le projet COBAM, a travaillé dans des projets d'environnement et changement climatique au Kenya, Sénégal, Thaïlande et Vietnam.



Bérenger Tchatchou

Ingénieur en Statistiques, avec une spécialisation en Economie appliquée. Il est en charge de la recherche socio-économique dans le cadre de la mise en œuvre des projets pilotes COBAM.



Denis Sonwa

Docteur en agroforesterie, chercheur au Programme Forêts et Environnement au CIFOR depuis Juillet 2008. Il a coordonné CoFCCA, l'un des premiers projets sur les forêts et l'adaptation aux changements climatiques en Afrique centrale. Il est responsable du suivi scientifique du COBAM.



Eugene Loh Chia

Environnementaliste, chercheur spécialiste des institutions dans le projet COBAM, en charge des aspects institutionnels et de gouvernance. Il a un Master en Etudes Internationales de l'Environnement de l'Université Norvégienne des Sciences de la Vie.



Félicien Kengoum

Politologue-Juriste, chercheur dans le programme sur les forêts et la gouvernance du CIFOR et analyses des politiques forestières en Afrique centrale dans leurs rapports avec l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.



Flore Ndong

Chargée du suivi administratif et financier de toutes les activités liées au projet COBAM. Elle capitalise de plus de 9 ans de service dans plusieurs sociétés et organisations, en qualité d'assistante de direction et d'assistante administrative et financière.



Louis Bernard Cheteu

Ingénieur forestier, Master of Philosophy en Environnement ; plus d'une dizaine d'années d'expérience dans la mise en œuvre des projets sous régionaux dans le secteur forêt environnement. Il est actuellement chargé du suivi et de l'accompagnement des projets pilotes COBAM.



Merline Touko

Technicienne en Communication, travaille comme consultante dans le projet COBAM-CIFOR. Elle s'occupe de la création audiovisuelle, de la réalisation et la diffusion de l'émission radiophonique «Au Rythme des Saisons».



Mònica Coll Besa

Environnementaliste, elle a travaillé pendant plusieurs années en Tanzanie dans le changement climatique, et elle a un background en impacts du changement climatique sur les moyens d'existence des femmes.



Richard Sufo Kankeu

Chercheur/Spécialiste SIG chargé du développement des méthodologies d'évaluation du stock carbone à travers les systèmes MNV, les SIG et la télédétection.



Sukaina Bharwani

Anthropologue Social-Science Informatique, elle compte sur plusieurs années d'expérience dans l'analyse de la vulnérabilité et la capacité adaptative en utilisant une approche interdisciplinaire.

COBAM est mis en œuvre par le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), dans le cadre du support de la Banque africaine de développement (BAD) à la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), pour financer le Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo (PACEBCo).



cifor.org/cobam

blog.cifor.org



Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)

Le CIFOR oeuvre en faveur du bien-être humain, de la conservation de l'environnement et de l'équité par sa recherche scientifique qui contribue à l'élaboration des politiques et des pratiques affectant les forêts dans les pays en développement. Le CIFOR est membre du Consortium du CGIAR. Son siège est situé à Bogor en Indonésie et il est également implanté en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud.

